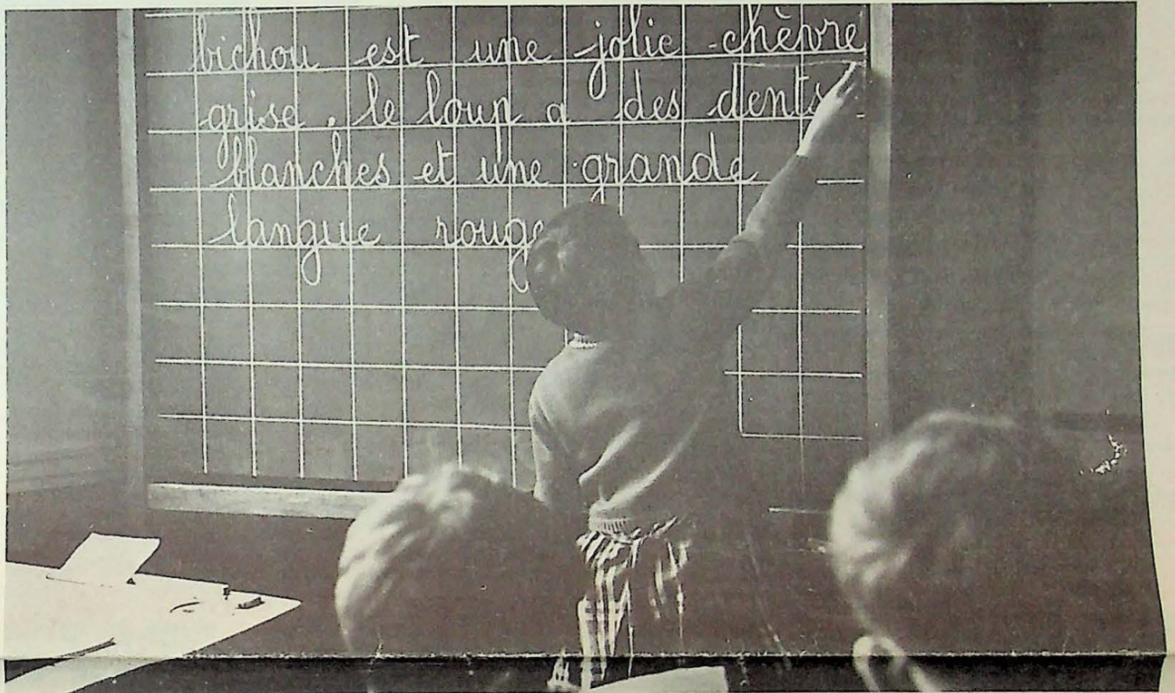


AU TABLEAU NOIR DE LA RENTRÉE

LES chaussures des écoliers ont augmenté de 25 %, les livres de classe, les cahiers de 15 %. Au tableau noir de la rentrée, ces chiffres-là d'abord, qui signent les résultats de la politique Giscard-Barre : la C.S.F. (Confédération Syndicale des Familles) et la C.S.C.V. (Confédération Syndicale du Cadre de Vie) viennent de tenir des conférences de presse où elles ont exposé les résultats, pour les familles, de la politique gouvernementale (*).

Mais les jours qui viennent risquent de voir épinglés au tableau noir bien d'autres scores. En mai dernier déjà, Jean Cévennes annonçait dans T.S. mensuel : « Rentrée scolaire : les jeunes sur le pavé », il analysait les circulaires ministérielles préparant la rentrée 79 et leurs conséquences. Au nom de principes « sains » d'économie, le Ministère de l'Education Nationale, mimant les grands efforts de restructuration de l'industrie, a entrepris ce qu'il a appelé le « redéploiement des moyens ». « En des temps où, précise M. Beullac, du fait des contraintes budgétaires inéluctables, la qualité et l'efficacité de l'éducation exige des choix lucides et un courage sans faille », ce bon disciple de l'industrie a chiffré les économies possibles : en termes de suppression de postes : 4 033 emplois supprimés au budget, de licenciements d'auxiliaires sans garantie d'emploi, de déplacements de titulaires là où on estime leurs services superflus (700 postes de moins dans les seules écoles normales). Et il y a plus : pour arriver à ces résultats, il faut supprimer des classes, fermer des sections dans les lycées, supprimer des filières. On va donc une fois de plus travailler à la « rentabilité » du réseau des écoles rurales : un peu plus de cars de ramassage, un peu moins de classes de villages à faible effectif. Les futurs travailleurs doivent se faire très tôt à la mobilité et désapprendre, dès l'âge du primaire, le goût de « vivre au pays ». En même temps on ferme presque systématiquement les sections de Seconde T4 et A.B. dans les lycées : les jeunes des milieux modestes qui fréquentaient en majorité ces sections doivent être « orientés » comme on dit. Orientés directement, pour beaucoup d'entre eux, vers les filières de l'apprentissage sous contrôle direct du patronat. Comme l'indiquait le 7^e plan : « L'insertion des jeunes dans la vie professionnelle, la réinsertion des demandeurs d'emploi, tout comme la préparation des travailleurs au changement, nécessitent une adaptation des systèmes de formation initiale et continue... Réforme du système éducatif et transformation des structures d'emploi vont de pair. » Car tout vient de là et tout y aboutit. Adapter, régulariser, normaliser : tels sont, aujourd'hui comme hier, les buts que le pouvoir assigne à l'école. Nous avions après 68, diffusé une affiche où un visage d'enfant apparaissait à travers les roues dentées d'une mécanique ; le texte de l'affiche était clair : « l'école, premier rouage de la société capitaliste ». Cette affiche a fait couler beaucoup d'encre ; on nous accusa alors, à gauche, d'attaquer l'école publique. Pourtant dans les luttes sur le terrain les militants du P.S.U. surent montrer que l'on pouvait en même temps se battre pour maintenir ce qui représentait un acquis — maternelles, classes rurales, sections menacées — et rester lucide sur le rôle que le pouvoir en place entend faire jouer au système scolaire. Car dans les grincements et les contradictions, il s'agit d'abord de cela : tenter de préparer des générations calibrées pour le marché de l'emploi, ménager des parcs à chômeurs, et faire en sorte, en passant au moule les enfants et les jeunes, que l'on obtienne à la sortie le produit fini attendu : le petit travailleur infatigable et docile, prêt à admettre qu'il était né pour la dépendance et l'encadrement, doué



ou non qu'il était (le lui a-t-on assez dit !) pour la réussite ou l'échec.

SEULEMENT voilà, les choses ne se passent pas toujours aussi bien qu'« ils » le voudraient. Il existe dans l'appareil scolaire lui-même des acteurs qui refusent les rôles. Des enseignants qui devront bien jouer finalement aux sélectionneurs et aux barreaux de route, mais qui cherchent collectivement, à faire de leur enseignement un apprentissage critique à la vie sociale, qui acceptent d'aider à l'éclosion des différences, à la liberté d'expression des cultures populaires, qui refusent activement le fichage des jeunes, la soumission à la hiérarchie et à ses inspecteurs... Des parents qui n'acceptent pas de rentrer dans le jeu de la neutralisation des rapports éducatifs, et qui continuent, dans l'école de leurs enfants, à poser les problèmes qu'ils rencontrent dans le monde du travail.

Et puis, ne les avait-on pas un peu oubliés dans tout cela, il y a quand même aussi les jeunes. Flattés par l'arsenal publicitaire des fraudeurs de nouveaux produits, décrits et choyés par la presse à la faveur d'une Année de l'Enfance bien peu imaginative, scrutés et sondés par les programmeurs inquiets de tous les ordinateurs de l'avenir, ils s'expriment peu dans les sentiers battus des « mouvements » et on les dit peu mobilisés, apathiques de la politique. Un texte du secteur jeunes du P.S.U. écrivait récemment : « Ils désertent ce monde adulte. Ils ne veulent pas atrophier comme leurs aînés, « leurs désirs initiaux, leurs capacités primitives à jouer, à pleurer, à dessiner, à aimer, à rire... ». Cet ailleurs, ils vont se l'aménager entre eux, loin du cercle des adultes, pour se préserver cet « essentiel » déclaré impossible par les adultes. La présence des jeunes dans les MJC est quasi nulle. Ne parlons évidemment pas des lycées où on y est juste le temps de bosser ou de se repérer quelques copains. Les lieux de désertion sont aussi divers que le sont les jeunes. Mais la musique est un phénomène particulièrement important, comme autre mode de communication. »

Et encore : « Parce qu'il n'y a pas de place pour eux, et parce qu'ils ne peuvent pas s'imposer dans ce monde d'adultes qui veulent rester jeunes, la seule issue possible est la résistance individuelle. Résistance au sens d'une lutte pour survivre, pour en sortir aujourd'hui mais sans

perspectives de lendemain. En attendant de nouvelles perspectives, de meilleures conditions, faut bien vivre ! Et cette résistance est encore atomisée, clandestine et surtout détournée. Face aux évidences de la génération de 68, il faut bien réagir, et se démarquer. Alors on aime à prendre le contrepied de cette génération (affichage d'un racisme, d'un conservatisme, ou refus de certains acquis comme le travail de groupe...). Mais le plus souvent, on résiste, non pas en prenant le contrepied de ses aînés, mais sur d'autres bases que le refus. Ce déplacement de la résistance ressemble un peu à celle des peuples de l'Europe de l'Est contre le stalinisme. Faute de pouvoir affronter le pouvoir de plein fouet, l'humour « socialiste » ou la force de la religion deviennent des armes détournées contre le stalinisme. Il semble en être ainsi chez les jeunes. Adaptation dans les apparences aux contraintes sociales et pourtant développement de phénomènes clandestins, qui échappent complètement au monde adulte. »

Je ne crois pas que les organisations politiques soient prêtes aujourd'hui à accueillir cette désertion et cette résistance-là. Mais si nous voulons comprendre un peu ce qui se passe, si nous voulons aussi construire une nouvelle majorité sans quoi rien ne pourra changer dans le pays, alors, il faut que nous nous donnions les moyens de comprendre ce nouveau « continent noir » que sont les jeunes. Et cela nous impose, en tant que parti politique d'être capable de certaines transformations : les partis, disent les jeunes qui ont écrit le rapport que je citais plus haut « ont plus cherché à politiser à partir de leur définition de ce qui est politique, au lieu de donner un sens politique au vécu et aux actions menées par les gens ».

C'est peut-être encore confus. On a dit longtemps aussi que le discours des femmes était confus : et on commence aujourd'hui à reconnaître qu'elles posent des problèmes essentiels, à travers un essai de redéfinition de la politique. Pourquoi ne pas écouter les jeunes aussi ? (**)

Huguette BOUCHARDEAU ■

(*) Nous publions ces informations en p. 3.

(**) Le secteur-jeunes du parti propose que des débats soient lancés dans toutes les sections sur les problèmes posés par les jeunes, les parents, les profs. Peut-être est-ce un moyen d'aider à la création de ce « secteur-jeunes » dont la naissance est annoncée dans T.S.-hebdo n° 831 et dans celui-ci en page 4.

UN ÉTÉ IMMIGRÉ

Classiquement, l'été est la saison des mauvais coups gouvernementaux. Les travailleurs immigrés sont cette année aux premières loges.

OFFENSIVE GOUVERNEMENTALE SUR TOUS LES FRONTS

Le gouvernement espérait, en fin de session parlementaire de printemps, faire passer à la sauvette quelques textes répressifs concernant l'immigration. Les parlementaires alertés par de multiples organisations (plus « humanistes » qu'« ouvrières ») ont refusé d'approuver sans broncher cette progressive institutionnalisation de ce qu'un membre de la majorité a appelé « fascisme sournois ».

Les projets gouvernementaux devraient donc être examinés à nouveau à l'automne. Malgré cet échec le gouvernement n'est pas resté inactif. Il a informatisé le service des immigrés. Il a joué son rôle dans le climat de répression, d'insécurité que subissent quotidiennement les immigrés.

Certes les contrôles racistes, trop voyants pour

les touristes, ont cessé dans le métro... Il n'en est pas de même aux frontières. Ainsi plusieurs femmes maliennes qui voulaient profiter du congé de leur mari pour se faire soigner en France ont été refoulées; ainsi des touristes maghrébins parfaitement en règle n'ont pas été admis sur le territoire français car « on vous connaît, vous êtes tous pareils... ». Mais les policiers ne se sont pas contentés d'appliquer les directives racistes. Les « baveurs » ont encore frappé, comme à Marseille où quelques invités d'une noce chez des Maghrébins ont dû être hospitalisés après la visite de « chargés de la sécurité publique », ou à Lyon où des Français musulmans se sont vus interdire, énergiquement bien sûr, de fêter le 14 juillet! Par ailleurs, on ne compte plus les « citoyens français basanés » expulsés vers un pays où ils ne connaissent personne, où ils ne sont jamais allés, dont ils ne parlent pas la langue (*).

QUELLE RIPOSTE ?

Devant ce climat raciste qui tend à s'institu-

tionnaliser, où les projets de loi répressifs s'ajoutent aux brimades administratives, les attentats aux propos racistes, les bavures aux contrôles policiers, les refoulements aux expulsions... Les travailleurs immigrés se sentent de plus en plus isolés.

Quelques protestations par-ci, par-là (même le Bachaga Boualem et les représentants des Français musulmans ont demandé la création de « groupes d'alerte contre le racisme »...), quelques articles, quelques communiqués de presse ou déclarations d'organisations politiques de gauche ne font pas le poids. Alors l'insécurité s'installe, et avec elle, une certaine angoisse dans la tête de chaque travailleur immigré. Le gouvernement a déjà, avec ou sans texte, atteint son but. Les travailleurs immigrés font le gros dos. Certains repartent, abandonnant ce qu'ils avaient gagné par leur travail pendant de longues années. D'autres pensent échapper à l'expulsion en prenant la nationalité française, échapperont-ils au racisme quotidien ?



Que dans un tel climat, dans un tel isolement après plus de quatre ans de pression (contrôles policiers dans les foyers, expulsions de « mineurs » du territoire, expulsions des foyers, saisies-arrêt sur traitement),

de procédures juridiques (procès multiples, Conseil d'Etat), des travailleurs immigrés continuent la grève des loyers dans les foyers SONACOTRA, A. F. T. A. M., A. D. E. F., A. F. R. P., tient du tour de force. L'autoréduction n'est plus de mode cette saison. Elle dure depuis plus de quatre ans dans les foyers de travailleurs immigrés. Imaginons la place que prendrait ce problème dans la préoccupation des « politiques » si 10 à 20 % des locataires H. L. M. d'une grande ville de France faisaient la grève des loyers!!! Cette année la SONACOTRA a décidé de régler définitivement le problème. Après les commissions Levard et Delmon qui ont étudié le problème sous ses divers aspects, voici le temps de la manière forte. Et les expulsions s'abattent sur les foyers, la liste s'allonge : Strasbourg, Sartrouville, Saint-Germain, Nanterre, Romainville, Dijon, Vitry, Garges (où des travailleurs campent devant le foyer occupé par des vigiles depuis le mois de juin), Genevilliers... Soit au total 1 600 expulsés, d'après « Libération ».

Chaque fois quelques Français vont apporter un soutien symbolique, quelques organisations publient un communiqué, quelques journaux passent un court article et tout sombre dans l'indifférence générale, jusqu'à la prochaine expulsion. Jusqu'à la prochaine bavure. Par-ci, par-là, quelques réactions plus significatives ont pu apporter un soutien plus concret aux grévistes : ici le maire réquisitionne le foyer, là (Dijon) un comité de soutien regroupe plus de vingt organisations et impulse une importante manifestation (2 000 personnes). Mais ce n'est pas suffisant pour bloquer l'avance généralisée de la SONACOTRA. Comme ne sont pas suffisantes les manifestations confidentielles et séparées de la C.G.T. et de la C.F.D.T. contre les projets de loi du gouvernement. Comme ne sont pas suffisantes les opérations « étoile verte » du M.R.A.P. contre les contrôles policiers racistes.

Ce que les immigrés demandent aux organisations françaises, pas toujours particulièrement habiles quand il s'agit du Comité de Coordination, c'est une riposte massive. Chacun annonce une rentrée sociale dure. Chacun veut être à l'avant-garde, bien entendu sans aucune arrière-pensée électorale. Et dans l'unité (Marchais : vous êtes pour l'unité ? Mitterrand : non, nous sommes pour l'unité. Marchais : ah ! bon ! si vous aviez été pour l'unité...).

Eh bien, le sort des travailleurs immigrés est l'occasion rêvée d'une riposte unitaire et non électoraliste ! A l'offensive du gouvernement contre les grévistes des loyers, aux contrôles policiers racistes, aux projets législatifs, aux bavures, répondons par une réponse unitaire, massive. Que partout en France, qu'autour de chaque incident se créent des comités contre le racisme. Que chacun dans son quartier, dans son association, dans sa boîte dénonce les projets racistes du gouvernement et fasse pression sur les parlementaires (à travers associations, églises, mouvements, syndicats... ou directement par lettre...). Que toutes les organisations démocrates, humanistes, de gauche se réunissent pour organiser de véritables manifestations de solidarité. Que tous les Français qui ne veulent pas voir glisser le pays vers un régime d'Apartheid aillent à leur travail avec l'étoile verte.

Dans cette lutte pour le respect des droits des travailleurs immigrés, les militants du P.S.U. doivent être à l'avant-garde, prendre directement ou indirectement des initiatives. N'oublions pas : les travailleurs immigrés représentent la fraction la plus exposée de la classe ouvrière. Leur échec serait notre échec.

PUCE ■

(*) Les problèmes de la deuxième génération. Samedi 29 septembre à 14 h 30, 9 rue Borromée, 75015 Paris.

● Envoyer à T.S.-Hebdo toutes les informations sur ce qui se passe dans votre localité.

P.C.F. : radiographie d'un congrès

Ce texte paraîtra peut-être un peu tardif. Nous l'avons reçu, il est vrai, avant les vacances. Mais

nous avons pensé qu'il valait la peine de le publier car les problèmes qu'il pose sont toujours actuels.

Le P.C.F. prétend que son congrès est un exemple de démocratie car il reflète la base, que ce ne sont pas des débats de tendances qui l'animent et que les sections, cellulules, conférences de sections... y apportent des contributions nombreuses.

Définir la ligne politique et élire la direction pour l'intervalle entre deux congrès, tel est l'objet d'un congrès.

Le cas Leroy par exemple, montre que la base du P.C., comme les délégués, n'ont eu aucun rôle dans le choix des dirigeants. Au P.C. comme ailleurs il y a des affrontements (et c'est normal) mais c'est encore plus antidémocratique qu'au P.S. : les affrontements ne sont même pas connus des militants.

Autant les changements de ligne du P.C.F. depuis le 22^e Congrès ont été nombreux, mais décidés hors congrès et annoncés à la télévision par Marchais à ses propres adhérents, autant le grand débat qui a précédé le 23^e Congrès et les 3 jours qu'il a duré n'ont pas apporté grand chose au texte initial. Conclusion : les grandes décisions d'orientation sont prises sans débat et simplement ratifiées par le congrès.

J'ai lu ligne par ligne, côte à côte en les comparant, le texte de résolution proposé au débat (publié dans l'Humanité du 13 février 1979) et le texte issu du congrès après débats (publié dans l'Humanité du 15 mai 1979). 87 modifications ont été apportées au texte initial (les. plusieurs centaines d'amendements annoncés devaient donc compter des amendements d'ententes déposés par des sections ou des cellule différentes). Douze sont des amendements de détail, exemple « en dépit » remplacé par « malgré », « trente » à la place de « 30 »... 26 amendements précisent le texte ou

rectifient une expression maladroite ou erronée (exemple : pour les jeunes « une impossible issue à leur situation » est remplacé par « une issue illusoire ou désespérée à leur situation » ; le pouvoir a « stimulé l'inflation » au lieu de « utilisé l'inflation »). 36 amendements consistent à ajouter un problème oublié, une catégorie de personnes non citée dans une énumération, ou à rappeler une position connue du P.C.F. sur un sujet simple, par exemple après avoir cité la Sécurité sociale, la retraite on ajoute « le logement social », après avoir nommé comme secteurs touchés par la crise la sidérurgie, le textile, la chaussure, on ajoute « l'imprimerie et la papeterie ». Restent 13 amendements qui apportent un changement de la ligne du P.C.F. ou peuvent être commentés. Tous ces amendements vont dans un sens réactionnaire sauf un. Onze ne sont pas des surprises ni des résultats de débats.

1) L'un est ajouté pour affirmer que le P.C. est prolétarien (Marchais l'avait annoncé en Bretagne avant le congrès). Page 10 est ajoutée la phrase « cela implique le plein recours aux sources traditionnelles d'énergie et aussi, au fur et à mesure des possibilités, aux énergies nouvelles ; cela implique un développement maîtrisé de l'énergie nucléaire prenant en compte les impératifs de sécurité, d'indépendance technologique et de coût financier ». Cet amendement n'a de sens, vue la phrase qui le précède, que pour dire que le P.C. accepte le nucléaire maîtrisé, sûr, national et pas cher. Tout le monde comprendra que le P.C. est pour le nucléaire (ce qui est vrai) et pourtant cet amendement est absurde car le nucléaire n'étant pas et ne pouvant pas, même à moyen terme,

être maîtrisé, sûr, non dépendant des Américains et pas cher, l'amendement devrait conduire le P.C. à la tête des luttes antinucléaires. Comme sur bien d'autres sujets, on a là, à la fois, une position et son contraire !

2) Trois amendements sont des rajouts pour insister sur l'unité à la base. C'était acquis avant le congrès et cela va dans le sens du secretarisme, de nombreux commentaires l'ont démontré.

3) Un amendement dénonce l'agression de la Chine contre le Vietnam. Marchais n'avait pas attendu le congrès pour le faire ; il s'agit d'une mise à jour, l'intervention étant postérieure à la rédaction du projet.

4) Trois amendements apportent une nuance à l'analyse de la politique du P.S., tous trois pour appuyer sur le rôle de relais de la Droite que joue le P.S. Un amendement est grave (page 7, 11B2) au lieu de « un P.S. dont les dirigeants » veulent jouer le rôle de relais de la Droite le moment venu, l'amendement donne « le P.S. qui veut jouer... ». Il n'y a même plus de nuance entre les dirigeants et la base : c'est le P.S. qui, globalement, est le relais de la Droite. C'est cette politique qui, au Portugal, a mené le P.C. (comme l'Extrême Gauche) à faire le jeu... de la Droite !

5) Sur l'autogestion, deux fois le mot est rajouté à « socialisme démocratique » pour donner « socialisme démocratique autogestionnaire ». Dont acte mais, à trop vouloir prouver on devient suspect. Que serait un socialisme autogestionnaire qui ne serait pas démocratique !

6) Un amendement réduit la seule autocritique où « la longue action de notre parti... n'a pas été exempte d'illusion, de faiblesse et d'erreurs » est remplacé par « n'a pas été exempte d'erreurs ».

Le Bureau politique a eu peur que les militants ne cherchent quelles furent les illusions et les faiblesses... et n'en découvrent d'inédites !

Deux amendements, et ce sont les deux seuls, apportent une modification significative au texte. Le premier dans un sens positif étend les conseils d'atelier à toutes les entreprises (et non pas seulement au secteur nationalisé). Il reste au P.C. à expliquer comment les conseils d'ateliers, dans les entreprises, auront plus de pouvoir que les cellulules du P.C. dans leur parti.

Le deuxième, apparemment anodin, confirme que le P.C. est bien un parti réformiste et qu'il ne peut analyser autrement qu'en bilan global positif les pays de l'Est. Il était écrit « des milliers de femmes et d'hommes sont devenus des salariés. Cette évolution exprime la socialisation des forces productives mais elle astreint à un travail sous-payé, déqualifié, épuisant, parcellaire... ». L'amendement ajoute simplement, avant « elle astreint », « mais, dans le système actuel, elle astreint... ». Autrement dit, dans un autre système (par exemple en U.R.S.S. ?), le salariat n'a pas ces contraintes. C'est l'aveu de l'abandon de l'objectif du communisme, de l'acceptation du salariat (donc du capitalisme !) comme rapport social de base dans la société — rappelons que, pour sa part, à son congrès de Nîmes, la C.G.T. avait déjà retiré de ses statuts l'objectif de suppression du salariat.

Alors, après l'abandon de la dictature du prolétariat (1), le retour à la force de frappe, le retour au nationalisme, voilà l'acceptation du salariat... Qui donc vire à droite ?

Rochebrune ■

(1) Ce qui aurait pu être accepté si un autre concept, plus actuel ou plus autogestionnaire, avait été proposé à la place. Or c'est vide.

APRES L'ETE CHAUD

16 000 ha brûlés dans les Aspres (Pyrenées) en 1976... Près de 18 000 ha en 1979... Combien d'hectares dans les prochaines années ?

Faudra-t-il seulement, pour éviter toute nouvelle catastrophe, encore plus de canadiens comme le réclame le Parti communiste, reboiser de nouveau comme avant ? Faudra-t-il recruter, comme le demande le maire giscardien de Fréjus, des milices à cheval afin de pouvoir arrêter à temps les gens qui font du feu ? (1). Faudra-t-il à coups de bulldozer tailler encore plus de pistes pour quadriller encore mieux la forêt afin de protéger les résidences secondaires ? Certes dans l'immédiat les moyens de lutte contre l'incendie ne doivent pas être négligés. En ne posant ni le problème de la désertification agricole, ni celui de l'invasion des résidences secondaires, des feux encore plus graves dévoreront encore davantage de forêts, renaîtront ici et là au cours des prochaines années. Les incendies de forêt en région méditerranéenne, ce n'est en effet pas un phénomène nouveau. Ils existent depuis l'antiquité. Ce qui, par contre, est nouveau c'est la gravité de ces incendies, c'est leur extension rapide.

En effet, jusqu'à une époque récente, ces jardiniers de la nature que furent les agriculteurs, protégeaient la forêt de multiples façons. Leurs lopins de terre constituaient des pare-feux naturels. Les troupeaux qu'ils menaient pâturer en forêt, lorsqu'ils n'étaient pas trop grands, les débroussaillaient. Mais ces jardiniers ont disparu. La logique du marché capitaliste d'abord inter-régional, puis du Marché commun les a obligés à devenir de plus en plus « rentables ». Certains ont dû délaisser les terres les moins productives, d'autres ont dû quitter leur pays. Le code forestier, interdisant le pâturage en forêt, contribua à la répression. Les terres devenues vacantes ainsi que les forêts ont été envahies par les broussailles, ou reboisées ou urbanisées pour les résidences secondaires.

On peut donc envisager, pour réduire la gravité des incendies, soit des moyens de plus en plus dévoreurs d'énergie, tels les canadiens, soit de plus en plus répressifs mais aux succès douteux (1), soit permettre aux derniers jardiniers de la nature, lorsqu'ils existent encore, de se maintenir, soit à d'autres de se réinstaller... Mais cela ne se fera pas spontanément.

Le P.S.U. a proposé pour cela que l'on crée, au niveau de petites régions de la dimension par exemple d'un canton, des Centres de Travaux et de Gestion des Forêts (2), qui pourraient procurer des emplois à temps plein ou à temps partiel (ce qui permettrait à certains agriculteurs de rester). Ces centres devraient être chargés tout à la fois de la gestion, de la plantation, du pâturage en forêt, de la récolte du bois. On pourrait ainsi maintenir la

masse végétale à un niveau réduisant les risques d'incendies graves et produire, mais de manière plus moderne, de nouveau de l'énergie (3), du compost, de la viande, etc... tout en créant des emplois en zones rurales. Ce n'est qu'à cette condition qu'on réconciliera les habitants avec leur environnement.

Commission Nationale Agriculture et Forêts du P.S.U. ■

(1) Seul un petit nombre d'incendies est dû à la malveillance. Encore faudrait-il cerner avec précision, dans ce cas, les motivations des incendiaires. Un autre mode d'élaboration et de contrôle des P.O.S. permettrait sans doute de régler ce problème.

(2) Voir à ce sujet : — Germinial, périodique agricole du P.S.U. n° de juillet 1979, 3 F ; — P.S.U. Documentation n° 131 « La Forêt », série capitalisme et socialisme, 26 pages, 6 F, disponible P.S.U., 9 rue Borromée, 75015 Paris.

(3) Que la forêt a toujours produite. Mais on pourrait aujourd'hui envisager d'autres moyens de récoltes et convertir toute la masse végétale (et plus seulement le gros bois) en énergie, par exemple par pyrolyse...

RECONQUERIR LA SECURITE SOCIALE

« Les Français ont pour l'égalité une passion ardente, insatiable, éternelle, invincible », disait Tocqueville. On s'en veut de ne pas s'en être aperçu après une vie déjà longue. C'est sans doute cette passion, jusque-là fort bien refoulée, qui inspirait les textes de l'ordonnance du 4 octobre 1945. « Il est institué une organisation de la sécurité sociale destinée à garantir les travailleurs et leurs familles contre les risques de toute nature susceptibles de réduire ou supprimer leur capacité de gain... » allant plus loin elle préconisait « une redistribution du

revenu national destinée à prélever, sur le revenu des individus favorisés, les sommes nécessaires pour compléter les ressources des travailleurs et des familles défavorisées ». Dans l'idée du Conseil national de la Résistance et du législateur, cela impliquait trois données fondamentales : l'universalité, l'unité, la solidarité ; s'y ajoutait, dans les textes d'application, la notion d'autogestion puisque les assurés, donc majoritairement les salariés, s'en voyaient confier la gestion. Financement et prestations étaient reliés à l'activité professionnelle, la collectivité nationale, l'Etat intervenant pour ceux qui en étaient exclus. L'ensemble de la construction établissait donc une solidarité dite horizontale entre actifs et inactifs, jeunes ou vieux, malades ou bien portants, chargés de famille ou pas ; une solidarité dite verticale entre riches ou pauvres ; le tout complété par la solidarité nationale par le biais du budget de l'Etat (action sanitaire et sociale). L'Unité n'a jamais existé ; d'emblée agricoles et indépendants, soutenus par les lobbies politiques, sont restés en dehors ; en vertu du sacro-saint principe des droits acquis et des rapports de force du moment une multitude de régimes spéciaux se sont créés ; ils subsistent encore et se sont même multipliés. Plus tard, régimes complémentaires ou même supplémentaires ont progressivement accentué le caractère inégalitaire de la société que la Sécurité sociale se proposait de faire disparaître. La généralisation décidée en 1974 ne s'est pas soucieuse de l'inégalité assiette des contributions de ceux qui, ayant refusé le système à l'origine, exigent maintenant d'y entrer. Entre-temps, l'autogestion prévue a été rayée des perspectives le jour où en 1967 les ordonnances ont confié la gestion au C.N.P.F. et à ses alliés syndicaux. Des prestations indirectes (quotient familial, aide à l'accession à la propriété du logement, etc.) ont accentué les inégalités.

Ce n'était qu'un début. Il ne s'agit aujourd'hui de rien moins que de destruction. Le

pouvoir a la maîtrise des dépenses dans les prestations familiales et la vieillesse ; seul le régime maladie y échappe, les dépenses passant par la demande et l'offre de soins ; il s'agit donc de bloquer autoritairement ces dépenses et de revenir à l'assurance privée, au double secteur, dont tout le monde condamne l'éventualité alors que le système des dépassements, permanents (DP) ou exceptionnels (DE), le privé à l'hôpital, ne sont rien d'autre que sa mise en place progressive. Dans l'institution médicale, on ne se gêne plus pour demander la liberté des prix pour les actes médicaux. La démographie médicale dans les années à venir permettra toute liberté d'action au pouvoir du côté des médecins si on ne sort pas le système de santé des lois du marché. Le blocage autoritaire des dépenses hospitalières décrétées par M. Barre n'a rien à voir avec le budget global de l'hôpital, à fixer en fonction des données du budget éclaté. Si nous renoncions à défendre nos propositions sous prétexte que les uns ou les autres reprennent notre vocabulaire il ne nous resterait plus rien à dire depuis longtemps.

« Reconquérir la Sécurité sociale », tel est le mot d'ordre actuel de la plate-forme des 26. Le P.S.U. est partie prenante ; il lui appartient d'agir dans ce cadre, aussi lourd soit-il, sans renoncer à son action propre qui peut et doit aller au-delà des revendications des 26, souvent bloqués par des pesanteurs que nous ne subissons pas. Un immense débat a eu lieu en France avant le 12 mars 1978 ; depuis le 19 du même mois, on n'en parle plus.

Ce débat n'intéresserait-il plus personne ? La volonté affirmée dans les ordonnances de 1945 de substituer une société de justice à une société de puissance serait-elle une chimère infantile ? La loi de la jungle est-elle la loi des sociétés humaines ? Encore que, si l'on en croit les éthologistes, les choses ne se passent pas si mal dans la jungle que dans les sociétés humaines.

G. GRANIER ■

Le coût de la rentrée

La Confédération Syndicale des Familles a tenu une conférence de presse au cours de laquelle un document-enquête fut largement commenté par des militants de l'organisation.

Le coût de la rentrée scolaire est en hausse d'au moins 13 % sur l'année dernière.

L'enseignement est, paraît-il, gratuit, mais dès qu'on entre dans le secondaire les frais sont importants (livres, cantine, transports), frais que les familles modestes ne peuvent supporter. Les bourses ne sont en fait qu'une assistance et sont loin de donner aux enfants des familles populaires l'égalité des chances. Une sélection de classe se produit qui est pour cette rentrée aggravée par l'augmentation des prix des fournitures scolaires.

Nous reviendrons la semaine prochaine sur le contenu du document réalisé par la C.S.F., la conférence de presse ayant eu lieu trop tardivement pour nous permettre de rédiger un article fourni sur le sujet. Par contre nous publions dès aujourd'hui une partie des documents que nous a faits parvenir la C.S.C.V.

Les dernières mesures de la politique anti-sociale du gouvernement mettent les consommateurs et usagers dans une situation intolérable. L'atteinte au pouvoir d'achat n'a jamais été aussi grande.

La C.S.C.V. a été amenée à chiffrer les incidences des hausses pour une famille type (ouvrier de la région parisienne, marié, deux enfants, un seul salaire). Cette baisse mensuelle du pouvoir d'achat est de l'ordre de 199 F, pour un salaire brut moyen de 3 500 F, soit 5,8 %. Cette baisse va se trouver renforcée par le coût de la rentrée scolaire y compris par les hausses déjà annoncées sur le chauffage (fuel et gaz), voire les impôts locaux.

L'allocation de rentrée scolaire dont on ignore encore le montant, et le nombre de ses bénéficiaires, si elle correspond à une aide ponctuelle nécessaire, ne peut constituer, à elle seule, une réponse suffisante pour résorber cette amputation du pouvoir d'achat.

Les effets désastreux constatés sur cet exemple type se trouvent encore renforcés pour les catégories de travailleurs ayant encore des revenus faibles (smicards, handicapés, personnes du régime général).

Reprenons le cas de la famille citée précédemment :

Pour le mois de septembre, le revenu net de cette famille (salaire net + prestations familiales) se monte à : 2 364, F.

● Ses charges fixes mensuelles se décomposent comme suit :

— loyer	: 422 F
— charges locatives	: 220 F
— chauffage	: 120 F
— électricité - gaz	: 133 F
— carte orange	: 175 F

1 070 F

● Elle dispose donc pour faire face à tous les autres achats : alimentaires, vestimentaires, services, assurances, loisirs, culture, d'une somme de : 1 294 F.

Pour ce mois de septembre, les frais de rentrée scolaire vont venir aggraver cette situation ; en effet, le montant sera de :

— pour l'entrée en CM 1 : 103,45 F

— pour l'entrée en 6^e : 829,88 F

933,33 F

L'aide exceptionnelle qui n'est d'ailleurs pas versée en totalité à la rentrée est de 800 F.

D'ores et déjà, nous sommes en mesure de chiffrer, compte tenu de l'augmentation des fournitures, le coût de la rentrée scolaire par enfant à :

La hausse moyenne est de l'ordre de 15 %.

Si certains articles ont peu augmenté, d'autres ont progressé très fortement : cahiers, crayons bille, agrafeuse, règle, gomme, etc. Autant de petits articles entraînant d'importantes répercussions sur le coût total.

La libération du prix des livres, intervenue en juillet, rend les calculs difficiles en ce domaine, tous les libraires ne connaissent pas encore les tarifs qu'ils vont pratiquer.

N'oublions pas que d'autres charges viendront s'ajouter à ces chiffres, dès la rentrée : assurance, transport, cantine...

On est loin de la gratuité scolaire revendiquée. ■

— Primaire	: 76,92 F (sept. 1978) × 34,5 % = 26,50 F soit pour 1979 : 103,45 F
— Second.	: 695,63 F (sept. 1978) × 19,3 % = 134,25 F soit pour 1979 : 829,88 F
— L.E.P.	: 1 056,70 F (sept. 1978) × 11 % = 116,00 F soit pour 1979 : 1 172,93 F
— Lycée	: 923,66 F (sept. 1978) × 15 % = 138,54 F soit pour 1979 : 1 062,20 F

(1^{re} année)

XX^e anniversaire du P.S.U.

Fêter son vingtième anniversaire quand on est un parti peut faire sourire surtout quand on veut faire quelque chose de grandiose et que pour certains, grandiose veut dire « grand défilé avec trompettes et tambours ». Mais pour nous, un défilé n'a pas de sens et cet anniversaire, s'il doit être grandiose, sera « différent ». Différent parce que nous le voulons vivant ; parce que nous voulons parler de 20 ans de luttas, 20 ans d'espoir et de réflexion, 20 ans pendant lesquels un petit parti a souvent été grand, souvent à la pointe des combats les plus durs, de l'Algérie au nucléaire, au milieu des chocs des idées nouvelles qui l'ont souvent brisé, mais dont il a toujours tiré toute la richesse, parce que ce parti existe et qu'il veut montrer sa place et que c'est l'occasion de regarder passé-présent-avenir et de réaffirmer son projet autogestionnaire, de réaffirmer l'espoir que ses 20 ans donnent à ses militants.

Une commission se réunit pour définir l'organisation et la coordination des manifestations qui se dérouleront dans le courant du mois de mars pour se terminer par une grande Assemblée Générale réunissant militants, sympathisants, ouverte à tous publics.

Durant le mois de mars, une exposition permanente aura lieu sur vingt ans d'histoires (photos, affiches, textes...) avec comme support un livre sur les 20 ans du P.S.U. (du type « Mai 68 ») pour lequel une souscription sera lancée fin novembre, et un recueil d'une dizaine des meilleures affiches du P.S.U. Un festival de cinéma pourrait se dérouler, avec des débats. Des petites expositions seraient montées pour les faire circuler dans les fédérations et un montage individuel sera disponible, permettant à chaque fédération d'organiser ses propres initiatives. Des textes devraient paraître dans différents périodiques.

Pour discuter de tout cela, une prochaine réunion aura lieu le lundi 10 septembre à 20 h, 9 rue Borromée, 75015 Paris. N'hésitez pas à faire parvenir conseils, idées, affiches, photos... et à nous contacter si vous voulez participer à la commission.

G.M. ■

COMMENT « MEURENT » LES ARGENTINS...

En promulguant à la veille d'une commission d'enquête une loi qui proclame la mort légale de 20 000 disparus, les militaires argentins, et à leur tête le général Videla, ont franchi les limites qui séparent une armée de guerre civile d'une armée d'assassins. Comme Bokassa, Videla, responsable de la mort et de la torture de milliers d'hommes, de femmes et d'enfants, se prépare à une « solution finale » digne du nazisme.

Le P.S.U. appelle toutes les forces démocratiques françaises à s'unir pour obtenir par la pression internationale que cette mesure soit freinée, que la dictature argentine soit mise réellement au ban des nations.

Si le gouvernement français ne veut pas apparaître comme complice de ces massacres, il doit rappeler sa mission militaire à Buenos Aires et cesser tout appui politique et économique au régime Videla.

Le P.S.U. réitère l'expression de sa solidarité active avec les comités de défense des disparus qui en Argentine se battent pour le respect des droits de l'homme au risque de leur vie.

Bureau Politique du P.S.U. ■

CALENDRIER POLITIQUE



**Marche des femmes
Samedi
6 octobre**

Autocollant (50 cts)
Badges (5,00 F
ou 40,00 F les 10)

En vente, 9, rue Borromée - 75015.



brocante nationale du P.S.U.

Les vacances passées, la recherche des objets continue. Déjà beaucoup d'entre vous ont mis à profit les mois d'été pour que la Brocante Nationale du P.S.U. soit un succès. La récupération continue, mieux, il faut l'accélérer car dès le début du mois d'octobre nous viendrons prendre les objets trouvés.

Quelques trucs pour que les trouvailles soient nombreuses :

- distribuer des tracts pour informer que vous débarrassez gratis les greniers. Y mettre n° de téléphone ou adresse où vous joindre ;

- visiter les poubelles la veille ou le matin de bonne heure du jour de ramassage des ferrailles dans votre ville (*) ;

- visite des décharges publiques ;
- annonces dans les journaux locaux.

Il devient maintenant nécessaire que toutes les sections mettent à l'ordre du jour de leur prochaine réunion l'organisation du ramassage des objets de leur région.

Bon courage !

(*) Nous rappelons qu'il ne s'agit pas d'un salon d'antiquaires mais d'une brocante. A titre d'exemple, voici ce qu'un camarade a trouvé un soir dans les poubelles de sa commune :

- une vieille valise,
- 2 peintures sur bois,
- 2 robinets en cuivre,
- une bascule,
- 2 pots en faïence,
- une table de nuit.

tribune socialiste HEBDO

HEBDOMADAIRE DU P.S.U.

Direction politique : Léo Goldberg

Secrétariat : Marie Relandeau

Maquette et collaboration technique : Max Pagis

Rédaction : tél. 566-45-64 et 566-45-37 poste 37

Directeur de la publication : Victor Leduc

Edité par la SARL « Société nouvelle de presse politique », 9, rue Borromée, 75015 Paris

Numéro de la commission paritaire : 37 392

Composition, photogravure, impression :

S.N.I.L., 3, rue de Nantes, 75019 Paris. Tél. 208-64-05

Changement d'adresse :

Joindre la bande d'un des derniers envois

et 3 F en timbres poste.

bulletin d'abonnement

couplé (TS-hebdo et mensuel)

Bulletin à retourner à Tribune socialiste, service abonnements, 9, rue Borromée, 75015 - Paris.

M. Mme Mlle

Nom Prénom

Adresse

Profession

Code postal Ville

S'abonne pour 1 an 6 mois (1)

Ci-joint un versement par chèque bancaire postal (1)

à l'ordre de Tribune socialiste, CCP 5826-65 Paris.

Tarifs : 1 an : 150 F ; 6 mois : 80 F ; soutien : 200 F.

(1) Cocher la case correspondante.

COMMISSION NATIONALE ENTREPRISE

● Samedi 8 septembre : la prochaine réunion de la Commission Nationale Entreprise aura lieu le 8 septembre de 9 h 30 à 17 h 30, 9 rue Borromée, 75015 Paris. L'ordre du jour est essentiellement axé sur la préparation des rapports pour la Conférence Nationale qui aura lieu les 27 et 28 octobre à Nancy (le processus de travail aujourd'hui, la classe ouvrière aujourd'hui, les stratégies syndicales, organisation et rôle du secteur entreprise dans le parti).

REUNION DU COURANT « C »

● 8 septembre : contrairement à l'annonce du Courrier du P.S.U. et en raison des décisions de la Direction Politique, la réunion du Courant « C » aura lieu le samedi 8 septembre, 9, rue Borromée, à 10 heures. Le texte d'orientation du Congrès de Saint-Etienne peut être considéré comme un texte préparatoire.

TEXTES D'ORIENTATION

● Dimanche 9 septembre : la D.P. des 15 et 16 septembre doit enregistrer les textes d'orientation pour le prochain conseil national. Ceux qui sont intéressés par le texte des 6 signataires membres du B.P. intitulé « Appréciation de la D.P. des 30 juin et 1^{er} juillet », par la résolution qu'ils avaient présentée (voir « Directives » n° 25 du 13 juillet) ou par les articles parus dans le « Courrier du P.S.U. » signés notamment par Berger, Demaldent, Jayet, Fay, J.-M. Laurent, Cimerman, Schulbaum, Régnier, Rousseau, Lauret, Goldberg et d'autres... sont invités à se réunir le dimanche 9 septembre à 10 heures, 9 rue Borromée, 75015 Paris, pour une journée de réflexion.

● Dimanche 9 septembre : à 10 heures, 9 rue Borromée, 75015 Paris, réunion de travail animée par les élus à la D.P. de la sensibilité Essonne / Boulogne.

● Dimanche 9 septembre (aussi) : réunion proposée par Huguette Bouchardeau, Michel Mousel, etc. pour la mise au point d'un texte d'orientation avant la D.P. et le Conseil National.

SECTEUR ECOLE

● Samedi 8 septembre : il est indispensable de reconstituer le secteur-école au sein du P.S.U. Une réunion est donc convoquée le samedi 8 septembre à 14 heures, 9 rue Borromée, 75015 Paris (Problème de l'alternance professionnelle, division entre travail manuel et intellectuel, préparation d'un tract et d'une affiche pour la rentrée ; les camarades qui ne pourraient venir à cette première réunion peuvent envoyer leurs suggestions).

RECTIFICATIF : COORDINATION IMMIGRES

● Mardi 11 septembre : réunion de préparation à la coordination immigrés, à 19 h 30, 9, rue Borromée, 75015 Paris.

● 29 septembre (9, rue Borromée, 75015 Paris). Ordre du jour : la 2^e génération (enfants de travailleurs immigrés nés en France). Avec projection du film vidéo : « Enfants immigrés de Belleville ». Samedi 29 septembre à 14 h 30.

DIRECTION POLITIQUE

● Samedi 15 et Dimanche 16 septembre : réunion de rentrée de la Direction Politique, 9 rue Borromée, 75015 Paris.

COMMISSION NATIONALE AGRICOLE

● Mardi 18 septembre : la Commission Nationale Agricole organise une réunion ouverte à tous (les camarades de la C.N.A. ne souhaiteraient nullement se retrouver entre « agricoles ») ; Thème de la réunion : agriculture, famine, échanges agro-alimentaires internationaux, pillage du Tiers-Monde. Mardi 18 septembre à 19 heures, 9 rue Borromée, 75015 Paris.

RECTIFICATIF : WEEK-END NATIONAL FEMMES

● 6 et 7 octobre (Paris) : contrairement aux annonces précédentes (on peut se tromper) le week-end est reporté aux 6 et 7 octobre. Ce qui permettra d'y inclure la marche. Après avoir bien marché, le 6 au soir il y aura une bouffe sympa. L'ordre du jour prévu pour l'ancienne date est maintenu : relance du secteur et mise au point de la dernière bataille pour l'avortement libre et gratuit avant et pendant la discussion au Parlement.

MARCHE DES FEMMES

● Un numéro à retenir pour celles qui voudraient venir de province, celui du téléphone-contact pour les cars : 633-63-20. Si vous affrêtez un car ou si vous désirez venir en car, mettez-vous en contact par l'intermédiaire de ce numéro.

COMMISSION NATIONALE ENTREPRISE

● 27-28 octobre : La Commission Nationale Entreprise se réunira les 27 et 28 octobre, vraisemblablement à Nancy. Les fédérations et régions devraient pouvoir préparer cette conférence en prévoyant des conférences régionales entreprises. Le secrétariat national entreprise apportera l'aide nécessaire, si besoin est, à ces conférences régionales. Le prévenir assez tôt.

FETE P.S.U. 1980

● Mercredi 19 septembre : une commission pour la préparation de la fête de 1980 est prévue le 19 septembre à 18 h 30, 9 rue Borromée, 75015 Paris. Les camarades intéressés sont priés de le faire savoir à Michel Martin (au siège du parti).

CONFERENCE REGIONALE DES ELUS AUTOGESTIONNAIRES

● Samedi 29 septembre : à Bourg-en-Bresse, conférence pour les régions Rhône-Alpes, Franche-Comté, Bourgogne, Auvergne. Conformément aux décisions du Congrès de Saint-Etienne, le problème des élus est inscrit à l'ordre du jour du Conseil National de novembre sous le titre : « Elus et pouvoir local » ; six conférences régionales sont prévues pour préparer la journée des élus. Les autres dates seront communiquées dans les prochains T.S. - Hebdo.

● 14 octobre (Reims) : pour préparer le Conseil National de novembre, réunion des élus P.S.U. Champagne, Ardennes, Lorraine, Alsace, Picardie. Nous demandons aux élus concernés de prendre contact avec le secrétariat P.S.U. Hôtel de Ville, 51000 Reims. Tél. (26) 40-54-53, poste 276, afin de prévoir repas et hébergement.

« L'ETAT ET LES LIBERTES »

● Samedi 27 et Dimanche 28 octobre : Un colloque organisé par le P.S.U. et « Critique Socialiste » se tiendra les 27 et 28 octobre, au Centre International Protestant, 8, rue du Parc Montsouris, 75014 Paris. Projets de débats : dégradation de l'état de droit dans les démocraties occidentales, extension des pouvoirs de l'Etat, l'espace judiciaire européen, les pays du « socialisme réellement existant », le Tiers-Monde et l'Islam. le droit à la différence, les nouvelles luttes...

BULLETIN DE LIAISON DE LA CONVERGENCE POUR L'AUTOGESTION

● Au sommaire du numéro (double) 6-7 du Bulletin de Liaison de la Convergence pour l'Autogestion : — Un dossier nucléaire (compte rendu de la rencontre des 12 et 13 mai) ; — le temps de travail ; — Sport et pratiques corporelles. Servi seulement sur abonnement : 50 F les 10 numéros, C.C.P. à l'ordre de



FAIRE-PART
DE
NAISSANCE

De mère étudiante, de père lycéen,
LE SECTEUR JEUNES P.S.U.

nait en ces beaux jours d'été, pour tous les jeunes du PSU.

Envoyez vos "félicitations" à
"Secteur Jeunes", PSU, 9 rue Borromée 75015 Paris

J. Ruel, N° 6974 36 N Paris.
Convergence pour l'Autogestion, B.P. 89, 75722 Paris Cédex 15.

FETE DE VALENCE

● Samedi 29 septembre : fête fédérale à Valence, avec la participation d'Huguette Bouchardeau.

NI CANNES NI DEAUVILLE... DOUARNENEZ

● 3 au 9 septembre : 2^e festival cinéma des minorités nationales. Nation indienne, peuple breton, au cinéma « Le Club » à Douarnenez. 3 types de films : des films réalisés par des indiens, des films sur les indiens, des films sur les luttes indiennes. Réservez votre semaine. Renseignements : Tél. (16-98) 92-10-07.

« FESTIVAL PAYSAN »

● 16 septembre (Saint-Herblain - Loire-Atlantique) : la Fédération Départementale des Syndicats d'Exploitants Agricoles organise une fête populaire départementale qu'elle intitule « Festival paysan ». Deux forums sont organisés : le « forum foncier » et le « forum croissance-énergie ». Il y aura aussi des spectacles et des animations pour enfants. Dimanche 16 septembre, Parc de la Gourmerie à Saint-Herblain, de 10 h à 18 heures.

CHANSON ET FOLK PICARD

● Samedi 6 octobre : chanson et folk picard avec Patrick Séchet et Pierre Henocque. Samedi 6 octobre à 21 heures, salle des fêtes d'Anizy-le-Château (Aisne). Entrée 20 F.

BROCANTE NATIONALE

● Dimanche 21 octobre : la date retenue pour la Brocante Nationale a été modifiée ; elle aura lieu le 21 octobre, 9 rue Borromée, 75015 Paris. Pensez à fouiller vos greniers !

ENSEIGNANTS-PARENTS-ENSEIGNÉS

Bientôt la rentrée, commandez vos livres scolaires à la Librairie SYROS. DES REMISES INTERESSANTES

20 %

Sur tout achat

Librairie SYROS
9, rue Borromée
75015 PARIS
Ouvert tous les jours de 9 h à 19 h.